

Art. 20. In artikel 133, § 1, 5° van hetzelfde decreet worden de woorden « en de verplichtingen van de plaatselijke televisieomroepen » geschrapt.

Art. 21. In artikel 133, § 1 wordt een 5°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 5°*bis* een advies uit te brengen over de nakoming van de verplichtingen van de lokale televisiezenders en in het bijzonder van deze die voortvloeien uit de overeenkomst gesloten tussen elk van die en de Regering. »

Art. 22. In artikel 133, § 1, 10° van hetzelfde decreet worden de woorden « , uit de overeenkomst gesloten tussen de Regering en elk van de lokale televisiezenders » ingevoegd tussen de woorden « uit het beheerscontract van de RTBF » en de woorden « alsmede uit verbintenissen genomen in het kader van een antwoord op de offerteaanvraag bedoeld bij dit decreet ».

Art. 23. In artikel 156, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « , uit de overeenkomst gesloten tussen de Regering en elk van de lokale televisiezenders » ingevoegd tussen de woorden « uit het beheerscontract van de RTBF » en de woorden « alsmede uit verbintenissen genomen in het kader van een antwoord op de offerteaanvraag bedoeld bij dit decreet ».

Art. 24. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 houdende vaststelling van de procedure voor de uitbreiding van het ontvangstgebied buiten het zendgebied waarin de lokale televisiezenders hun opdrachten vervullen, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 2005.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

Zitting 2005-2006

Stukken van de Raad. - Ontwerp van decreet, nr. 178-1. - Commissieamendement, nr. 178-2. Verslag van de Commissie, nr. 178-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 21 december 2005.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 552

[2006/200384]

2 FEVRIER 2006. — Décret modifiant les articles 1^{er}*bis* et 6 du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, ainsi que l'article 1^{er}*bis*, §§ 5, 6 et 7, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}*bis* du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} devient le § 1^{er};

2° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. L'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud est un aéroport dont l'exploitation est autorisée entre 6 h 30 m et 23 h 00. Toutefois, entre 6 h 30 m et 7 h 00 m et entre 22 h 00 m et 23 h 00 m, les mouvements d'avions ne sont autorisés que pour autant qu'ils ne dépassent pas un quota de bruit maximum autorisé par mouvement fixé à 5 points et calculé conformément au § 4. »;

3° l'alinéa 4 est remplacé par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les limitations à l'exploitation de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud définies au paragraphe précédent ne s'appliquent pas pour :

1° les décollages et atterrissages des avions transportant des membres de la famille royale belge, du Gouvernement fédéral, des Gouvernements régionaux et communautaires et des familles royales étrangères, des chefs d'Etat ou des chefs de Gouvernement étrangers, le président et les commissaires de l'Union européenne, en mission officielle;

2° les décollages et atterrissages en rapport avec des missions humanitaires;

3° les décollages et atterrissages en rapport avec des missions militaires;

4° les décollages et atterrissages s'effectuant dans des circonstances exceptionnelles, telles que lors de vols pour lesquels il y a un danger immédiat pour la vie ou la santé, tant des hommes que des animaux, ou lorsque des vols sont déviés vers un aéroport pour des raisons météorologiques.

En outre, les limitations horaires à l'exploitation de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud ne s'appliquent pas pour les atterrissages d'avions basés après 23 h 00 m, résultant d'un retard non imputable à l'exploitant de l'aéronef, pour autant que la somme de ces atterrissages ne dépasse pas 900 points par an calculés conformément au § 4.

Par "avion basé", on entend l'avion qui, de manière habituelle, est programmé pour atterrir à l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud avant l'heure de fermeture de celui-ci et en repartir le lendemain. »;

4° l'alinéa 5 est abrogé;

5° les alinéas 6 à 8 sont regroupés dans un § 4.

Art. 2. Le § 3 de l'article 6 du décret visé à l'article précédent est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Toutefois, le fonctionnaire compétent dresse un procès-verbal et adresse au contrevenant un avertissement, pour les infractions visées à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, dont le nombre n'excède pas 5 % du nombre total de mouvements journaliers moyens enregistrés sur l'aéroport au cours des douze derniers mois précédant l'infraction considérée, avec un maximum de dix dépassements de 6 dB (A) au plus, par période de 24 heures (débutant à 0 h 00 et se terminant à 23 h 59 m 59 s).

A dater du 1^{er} janvier 2014, les dix dépassements maximaux par période de 24 heures, visés à l'alinéa 2, ne pourront excéder 3 dB (A) au plus.

Chaque lundi, pour la semaine en cours (débutant le lundi à 0 h 00 m et se terminant le dimanche à 23 h 59 m 59 s), les dépassements prévus aux alinéas 2 et 3 sont répartis, par les sociétés gestionnaires des aéroports, après consultation du fonctionnaire compétent, entre les exploitants techniques ou commerciaux opérant sur les aéroports wallons, au prorata du nombre de mouvements journaliers que chacun de ces exploitants effectue sur l'aéroport considéré, et sont imputés suivant l'ordre chronologique des mouvements effectués par chaque exploitant par période de 24 heures. »

Art. 3. A l'article 1^{er}*bis* de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 4, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les mesures d'accompagnement visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, bénéficient au demandeur qui, à la date d'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement délimitant les zones du plan de développement à long terme des aéroports wallons, est propriétaire, emphytéote ou titulaire d'un droit d'emphytéose, superficière ou titulaire d'un droit de superficie, ou encore titulaire d'un bail de résidence principale sur l'immeuble d'habitation faisant l'objet de la demande. »;

2° au § 5, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Les niveaux de bruit visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont mesurés au moyen d'un sonomètre de classe 1 tel que défini dans les normes C.E.I. 651 et 804, conformément à la norme ISO 140-5. »;

3° au § 7, alinéa 3, les mots "mesuré au moyen d'un sonomètre de classe 1 tel que défini dans les normes C.E.I. 651 et 804" sont insérés entre les mots "lors du passage d'un aéronef" et les mots "et spécifiquement engendré par lui".

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 1^{er} qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil 284 (2005-2006), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 25 janvier 2006.

Discussion. — Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 552

[2006/200384]

2. FEBRUAR 2006 — Dekret zur Abänderung der Artikel 1bis und 6 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, sowie der Artikel 1bis, §§ 5, 6 und 7 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 1bis des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Absatz 1 wird zum § 1;

2° die Absätze 2 und 3 werden durch einen § 2 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«§ 2 - Der Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd ist ein Flughafen, in dem der Betrieb zwischen 6 h 30 m und 23 h 00 m erlaubt wird. Zwischen 6 h 30 m und 7 h 00 m und zwischen 22 h 00 m und 23 h 00 m werden die Flugzeugbewegungen jedoch nur erlaubt, soweit sie die höchste, pro Bewegung genehmigte Gesamtlärmquote, die auf 5 Punkte festgelegt ist und gemäß dem § 4 berechnet wird, nicht überschreiten.»;

3° der Absatz 4 wird durch einen § 3 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«§ 3 - Die in dem vorhergehenden Paragraphen festgelegten Einschränkungen des Betriebs des Flughafens von Charleroi-Brüssel Süd sind nicht anwendbar auf:

1° das Starten und Landen der Flugzeuge, die Mitglieder der belgischen Königsfamilie, der föderalen Regierung, der Regional- und Gemeinschaftsregierungen, der ausländischen Königsfamilien, ausländische Staatsoberhäupter oder Regierungschefs, den Präsidenten und die Kommissare der Europäischen Union in offiziellem Auftrag befördern;

2° das Starten und Landen in Zusammenhang mit humanitären Einsätzen;

3° das Starten und Landen in Zusammenhang mit militärischen Aufträgen;

4° das Starten und Landen unter außergewöhnlichen Umständen wie Flüge, bei denen eine unmittelbare Gefahr für das Leben oder die Gesundheit, sowohl der Menschen, als auch der Tiere besteht, und Flüge, die aus meteorologischen Gründen auf einen anderen Flughafen umgeleitet werden.

Außerdem sind die zeitlichen Einschränkungen des Betriebs des Flughafens von Charleroi-Brüssel Süd nicht auf das Landen von nach 23 h 00 m stationierten Flugzeugen anwendbar, das auf eine Verspätung zurückzuführen ist, die nicht dem Betreiber des Luftfahrzeugs zur Last gelegt werden kann, insofern die Summe dieser Landungen 900 Punkte pro Jahr, die gemäß dem § 4 berechnet werden, nicht überschreiten.

Unter "stationiertem Flugzeug" ist das Flugzeug zu verstehen, dessen Landung auf dem Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd gewöhnlicherweise vor dessen Schließungszeit und dessen Rückflug am nächsten Tag geplant sind»;

4° der Absatz 5 wird außer Kraft gesetzt;

5° Die Absätze 6 bis 8 werden in einem Paragraphen 4 gruppiert.

Art. 2. Der § 3 des Artikels 6 des in dem vorhergehenden Artikel erwähnten Dekrets wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Der zuständige Beamte nimmt jedoch ein Protokoll auf und richtet eine Mahnung an den Zuwiderhandelnden betreffend die in Artikel 6 § 1 Absatz 1 2° erwähnten Verstöße, deren Anzahl 5% der Gesamtanzahl der auf dem Flughafen im Laufe der letzten zwölf Monate vor dem betreffenden Verstoß registrierten durchschnittlichen Tagesbewegungen nicht überschreiten darf, wobei es pro Zeitraum von 24 Stunden (der um 0 h 00 m beginnt und um 23 h 59 m 59 s endet) höchstens zehn Überschreitungen um höchstens 6 dB (A) geben darf.

Ab dem 1. Januar 2014 dürfen die in Absatz 2 erwähnten zehn höchst zulässigen Überschreitungen maximal 3 dB (A) nicht überschreiten.

Jeden Montag werden die in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Überschreitungen von den Gesellschaften, die die Flughäfen verwalten, nach vorheriger Beratung mit dem beauftragten Beamten für die laufende Woche (die am Montag um 0 h 00 m beginnt und um 23 h 59 m 59 s endet) auf die verschiedenen, auf den wallonischen Flughäfen tätigen technischen oder gewerblichen Betreiber verteilt, und zwar im Verhältnis zu der Anzahl Tagesbewegungen, die jeder dieser Betreiber auf dem Flughafen durchführt, wobei diese Überschreitungen nach der chronologischen Reihenfolge der von jedem Betreiber durchgeführten Bewegungen pro Zeitraum von 24 Stunden angelastet werden.»

Art. 3 - In Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 4 wird folgender Absatz zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«Die in Absatz 1 1° bis 3° erwähnten Begleitmaßnahmen kommen dem Antragsteller zugute, der am Datum des Inkrafttretens der Erlasse der Regierung zur Abgrenzung der Zonen des langfristigen Entwicklungsplans der wallonischen Flughäfen Eigentümer, Erbpächter oder Inhaber eines Erbpachtrechts, Erbbauberechtigter oder Inhaber eines Erbbaurechts oder auch Inhaber eines Mietvertrags für einen Hauptwohnsitz bezüglich des Wohngebäudes ist, für das der Antrag eingereicht wird.»;

2° in § 5 wird folgender Absatz zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

«Die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Geräuschpegel werden gemäß der Norm ISO 140-5 mittels eines Lärmmessgeräts der Klasse 1, wie es in den Normen C.E.I. 651 und 804 festgelegt wird, gemessen.»

3° in § 7 Absatz 3 werden die Wörter "mittels eines Lärmmessgeräts der Klasse 1, wie es in den Normen C.E.I. 1 und 651 festgelegt wird," zwischen die Wörter "der bei dem Vorüberfliegen eines Luftfahrzeugs" und die Wörter "und spezifisch durch dieses in einem bestimmten geographischen Ort erzeugt wird" eingefügt.

Art. 4 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 1, der am 1. Januar 2006 wirksam wird.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, 2. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2005-2006.*

Dokumente des Rats 284 (2005-2006) Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 25. Januar 2006.

Diskussion. — Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 552

[2006/200384]

2 FEBRUARI 2006. — Decreet houdende wijziging van de artikelen *1bis* en 6 van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden alsmede van artikel *1bis*, §§ 5, 6 en 7, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt § 1;

2° het tweede en het derde lid worden vervangen door een § 2, luidend als volgt :

« § 2. De luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid is een luchthaven waarvan de exploitatie toegelaten is tussen 6 u. 30 m. en 23 uur. Tussen 6 u. 30 m. en 7 uur en tussen 22 en 23 uur kunnen evenwel vliegtuigbewegingen toegelaten worden voorzover het overeenkomstig § 4 berekende maximale geluidsquotum die per beweging toegelaten is en vastgesteld is op 5 punten, niet overschreden wordt. »;

3° het vierde lid wordt vervangen door een § 3, luidend als volgt :

« § 3. De in het vorige lid bepaalde beperkingen in de exploitatie van de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid zijn niet van toepassing op :

1° de opstijgingen en landingen van vliegtuigen die leden vervoeren van de Belgische Koninklijke Familie, de federale Regering, de gewestelijke en gemeenschapsregeringen en buitenlandse koninklijke families, buitenlandse Staatshoofden of Regeeringsleiders, de voorzitter en de commissarissen van de Europese Unie, met officiële opdracht;

2° de opstijgingen en landingen met betrekking tot humanitaire zendingen;

3° de opstijgingen en landingen met betrekking tot militaire zendingen;

4° de opstijgingen en landingen, uitgevoerd in uitzonderlijke omstandigheden zoals bij vluchten waarvoor er onmiddellijk gevaar dreigt voor het leven of de gezondheid van zowel mensen als dieren of bij vluchten die naar een luchthaven worden omgeleid om meteorologische redenen;

Bovendien zijn de urenbeperkingen in de exploitatie van de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid niet van toepassing op de landingen van gestationeerde vliegtuigen na 23 uur die voortvloeien uit een vertraging die niet te wijten is aan de uitbater van het luchtvaartuig, voorzover de som van deze landingen niet hoger is dan 90 punten per jaar berekend overeenkomstig § 4.

Onder "gestationeerd vliegtuig" wordt verstaan het vliegtuig dat gewoonlijk voorzien is om op de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid vóór zijn sluitingsuur te landen en om er de volgende dag van weer te vertrekken. »;

4° het vijfde lid wordt opgeheven;

5° de leden 6 tot 8 vormen een § 4.

Art. 2. § 3 van artikel 6 van het in het vorige artikel bedoelde decreet wordt aangevuld met drie leden luidend als volgt : « De bevoegde ambtenaar maakt evenwel een proces-verbaal op en richt een aanmaning aan de overtreder voor de in artikel 6, § 1; eerste lid, 2°, bedoelde overtredingen waarvan het aantal niet hoger is dan 5 % van het totaalbedrag van de gemiddelde dagelijkse bewegingen die tijdens de twaalf laatste maanden vóór de betrokken infractie op de luchthaven geregistreerd zijn, met een maximum van tien overschrijdingen van hoogstens 6 dB (A) per periode van 24 uur vanaf 0 u. 00 m. tot 23 u. 59 m. 59 s.).

Vanaf 1 januari 2014 zullen de in het tweede lid bedoelde tien maximale overschrijdingen per periode van 24 uur niet hoger kunnen zijn dan hoogstens 3 dB (A).

Op elke maandag worden de in het tweede en het derde lid bedoelde overschrijdingen, voor de lopende week (vanaf maandag om 0 u. 00 m. tot zondag om 23 u. 59 m. 59 s.), na raadpleging van de bevoegde ambtenaar verdeeld door de luchthavenbeheerders tussen de technische of commerciële uitbaters die op de Waalse luchthavens werken, na rato van het aantal dagelijkse bewegingen die op de betrokken luchthaven worden verricht door elk van deze uitbaters, en worden aangerekend volgens de chronologische volgorde van de bewegingen verricht door elke uitbater per periode van 24 uur. »

Art. 3. Artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 4 wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« De in het eerste lid, 1° tot 3° bedoelde begeleidingsmaatregelen brengen voordeel aan de aanvrager die op de inwerkingtreding van de besluiten van de Regering tot afbakening van de zones van het ontwikkelingsplan op lange termijn eigenaar is van het woongebouw dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag, dat een recht van erfpacht of van opstal op het betrokken goed heeft, of nog huurder is van een hoofdverblijfplaats op hetzelfde goed. »;

2° in § 5 wordt het volgende lid ingevoegd tussen het derde en het vierde lid :

« De in het eerste en het tweede lid bedoelde geluidsniveaus worden gemeten door middel van een geluidsmeter van klasse 1 zoals bepaald in de normen C.E.I. 651 en 804 overeenkomstig ISO-norm 140-5. »;

3° in § 7, derde lid, worden de woorden "gemeten door middel van een geluidsmeter van klasse 1 zoals bepaald in de normen C.E.I. 651 en 804" ingevoegd tussen de woorden "bij de doorgang van een luchtvaartuig" en de woorden "en specifiek door hem voortgebracht".

Art. 4. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 1 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 februari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad 284 (2005-2006), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 25 januari 2006.

Bespreking. — Stemming